

La matrice de l'État-parti : réseaux et trajectoires politiques en Chine contemporaine

par Jérôme Doyon

« La politique chinoise se résume presque entièrement à l'informel¹. » Si elle a souvent été critiquée pour son culturalisme², cette proposition de Lucian Pye constitue encore le point de départ de nombreuses études sur la politique chinoise contemporaine. En l'absence d'élections compétitives et populaires pour sélectionner les dirigeants de l'État-parti, l'impression domine chez de nombreux observateurs que les liens familiaux et factionnels sont au fondement de toutes les nominations et promotions. Plusieurs chercheurs se penchent ainsi sur les aspects dits « informels » de la politique chinoise et observent leurs effets sur le recrutement et les carrières des cadres de l'État-parti³. Dans leurs travaux, et en référence à des études plus générales sur ce thème, *formel* et *informel* renvoient à deux idéaux-types de liens interpersonnels : ceux, souvent hiérarchiques, qui relèvent des règles d'organisation de l'État-parti et ceux qui leur préexistent, tels les liens familiaux, ou se développent parallèlement à eux, tels les liens d'amitié⁴.

Le débat sur la nature de ces liens et groupements informels est devenu central dans les recherches sur l'État-parti chinois. Dans un article fondateur publié en 1973, Andrew Nathan présente son approche factionnelle de celui-ci. Selon lui, le Parti communiste chinois (PCC) s'organise en différents groupes, à la fois autonomes et exclusifs les uns des autres, fondés sur des pratiques clientélistes et engagés dans des luttes de pouvoir⁵. Son article a ouvert un débat sur la nature de ces factions et sur les relations qu'elles entretiennent entre elles⁶. Bien que souvent en désaccord sur ladite nature, les chercheurs engagés dans cette réflexion soulignent tous l'importance de ces groupements informels dans le recrutement et la promotion des cadres

¹ Lucian W. Pye, « Factions and the Politics of Guanxi: Paradoxes in Chinese Administrative and Political Behaviour », *The China Journal*, 34, juillet 1995, p. 39.

² Certains auteurs, comme L. W. Pye, voient en effet les *guanxi*, ou relations interpersonnelles fondées sur la réciprocité, comme des pratiques culturelles intangibles, au fondement de la politique chinoise contemporaine.

³ Pour une bonne illustration de cette branche de la littérature scientifique, voir Jonathan Unger (ed.), *The Nature of Chinese Politics: From Mao to Jiang*, Armonk, M. E. Sharpe, 2002.

⁴ *Ibid.* ; Carl H. Lande, « Introduction », dans Steffen W. Schmidt *et al.* (eds), *Friends, Followers, and Factions: A Reader in Political Clientelism*, Berkeley, University of California Press, 1977, p. XIII-XXXVII.

⁵ Andrew J. Nathan, « A Factionalism Model for CCP Politics », *The China Quarterly*, 53, 1973, p. 34-66.

⁶ Tang Tsou, « Chinese Politics at the Top: Factionalism or Informal Politics? Balance-of-Power Politics or a Game to Win All? », *The China Journal*, 34, 1995, p. 95-156 ; Jing Huang, *Factionalism in Chinese Communist Politics*, New York, Cambridge University Press, 2006 ; Victor Shih, Christophe Adolph, Mingxing Liu, « Getting Ahead in the Communist Party: Explaining the Advancement of Central Committee Members in China », *The American Political Science Review*, 106 (1), 2012, p. 166-187.

de l'État-parti. Cette approche est importante car elle pousse à dépasser une perspective prenant les règles organisationnelles comme un donné, et à se pencher sur les luttes internes à l'État-parti.

D'autres chercheurs s'attachent à décrire les différents types de réseaux et groupes informels présents au sein même de l'État-parti, quels que soient les liens – de famille, d'école ou de région d'origine – sur lesquels ils s'appuient⁷. En mettant en avant une appartenance particulière, ils éclairent des dynamiques certes importantes, mais ont tendance à en surinterpréter le rôle. Le risque est fort en effet d'enfermer les individus dans des groupes auxquels ils sont censés appartenir du fait notamment de leurs origines familiales ou régionales et, ce faisant, de sous-estimer la complexité de leurs allégeances. Dans la lignée des études de Harold Gordon Skilling et Franklyn Griffiths consacrées à l'URSS, ces travaux tendent à proposer une vision de la politique chinoise faite de groupes définis, constitués par des individus qui défendent des identités et des intérêts partagés à travers les institutions de l'État-parti⁸.

Dans son analyse des luttes factionnelles entre Gardes rouges lors de la Révolution culturelle, Andrew Walder a proposé une critique de cette approche. À rebours de l'idée selon laquelle les groupes de Gardes rouges les plus conservateurs étaient constitués d'enfants de cadres de l'État-parti qui voulaient défendre le système en place, alors que les jeunes issus de milieux moins favorisés rejoignaient les groupes plus radicaux car ils avaient plus à gagner des mobilisations, il a mis en avant la grande complexité de ces réseaux. Selon lui, la constitution des groupes de Gardes rouges ne peut être simplement comprise comme étant liée à des affiliations sociales préexistantes dans la mesure où elle est davantage le résultat de séquences d'interactions au sein des institutions éducatives⁹. Plus qu'une approche par les groupes, **je privilégierai** donc une approche par les trajectoires individuelles et par les réseaux multiples et complexes qui en résultent. Mon objectif est de mieux penser la tension entre diversité et cohésion au sein d'un système politique souvent présenté comme monolithique¹⁰, mais aussi comme l'un des plus massifs et décentralisés du monde¹¹.

⁷ Stéphanie Balme, *Entre soi : l'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Paris, Fayard, 2004 ; Cheng Li, « University Networks and the Rise of Qinghua Graduates in China's Leadership », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, 32, juillet 1994, p. 1-30 ; Zhiyue Bo, *China's Elite Politics Political Transition and Power Balancing*, Hackensack, World Scientific, 2007.

⁸ Harold Gordon Skilling, Franklyn Griffiths (eds), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1971.

⁹ Andrew G. Walder, *Fractured Rebellion the Beijing Red Guard Movement*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

¹⁰ Yongnian Zheng, *The Chinese Communist Party as Organizational Emperor: Culture, Reproduction and Transformation*, Londres, Routledge, 2010.

¹¹ Pierre F. Landry, *Decentralized Authoritarianism in China: The Communist Party's Control of Local*

En m'intéressant à la manière dont la structure organisationnelle de l'État-parti produit certains types de réseaux personnels, tout en étant produite en retour par ces derniers, **je questionne** la logique implicite qui sous-tend la dichotomie entre politique formelle et politique informelle. Cette logique veut que les pratiques dites informelles constituent un résidu de comportements traditionnels qui vont à l'encontre de la modernisation du système politique, laquelle modernisation, une fois achevée, devrait à terme rendre les liens informels inopérants en matière de recrutement et de promotion des cadres de l'État-parti¹². Or, comme l'avance Jean-Louis Briquet à propos du clientélisme en Corse, cette vision d'une modernisation linéaire de la politique allant vers une diminution des pratiques informelles ou « officieuses » est le produit d'une appropriation par les chercheurs du discours des acteurs politiques eux-mêmes. Briquet montre que, loin de relever d'une logique purement traditionnelle, les pratiques clientélistes évoluent avec le système politique et influent en retour sur son évolution. Cependant, afin de légitimer leur position et d'apparaître comme les détenteurs d'un savoir spécialisé, les dirigeants produisent un discours qui valorise la modernisation et la technicisation de la politique, et leur permet de prendre leurs distances avec un mode de relations qu'ils décrivent comme dépassées¹³. **J'analyserai** donc ces réseaux personnels non comme une anomalie qui empêcherait le bon fonctionnement de la bureaucratie, mais comme un élément de la structure de l'État-parti chinois. Pour cela, **je partirai** d'une étude des trajectoires des cadres de l'État-parti, et en particulier de ceux qui ont été promus à travers la principale organisation de jeunesse du PCC, la Ligue des jeunesses communistes (LJC). Cette organisation est un point d'entrée idéal pour étudier la question des réseaux personnels au sein de l'État-parti, d'abord parce qu'elle est largement présentée comme un pôle factionnel au sein de l'administration ; ensuite parce que, comme Lucie Bargel l'a montré au sujet des organisations politiques de jeunesse françaises, l'étude de la formation d'hommes et de femmes politiques au sein des organisations de jeunesse apporte un point de vue particulièrement éclairant sur les premières étapes de la professionnalisation politique et sur le développement des réseaux interpersonnels au sein du champ politique¹⁴.

Elites in the Post-Mao Era, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

¹² L. W. Pye, « Factions and the Politics of Guanxi: Paradoxes in Chinese Administrative and Political Behaviour », art. cité.

¹³ Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 75.

¹⁴ Lucie Bargel, *Jeunes socialistes, jeunes UMP : lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

Cet article est fondé sur une étude de terrain de 14 mois, réalisée en Chine entre 2011 et 2015. **J'ai** conduit 121 entretiens¹⁵ avec des cadres de la LJC en poste à différents niveaux hiérarchiques, aussi bien au sein de l'organe central de la Ligue à Pékin que dans les comités de deux provinces, dont l'une, le Jiangsu, était en 2015 la quatrième province la plus riche du pays, et l'autre, le Guizhou, la province la plus pauvre¹⁶. Cet écart économique entre les deux régions **m'a permis** de mettre en avant la diversité des situations locales. Sur la base de ces entretiens et de données biographiques, **j'ai** reconstitué les trajectoires des cadres de la LJC ainsi que le fonctionnement interne de l'organisation.

J'analyserai tout d'abord le rôle joué par l'organisation de jeunesse en matière de promotions et de recrutements, ce qui **me** permettra de nuancer l'approche factionnelle qui domine souvent dans la compréhension de la politique chinoise. **Je préciserai** ensuite les trajectoires des cadres et les réseaux interpersonnels que développent ces derniers pour souligner le fait que les liens personnels créés au fil d'une carrière ne doivent pas être compris nécessairement comme une limite de l'organisation, un frein à la stabilisation de ses règles ou un moyen de les contourner¹⁷, mais comme une façon de participer au maintien du système politique. En effet, les multiples liens interpersonnels développés par les cadres de l'État-parti au cours de leur carrière les ancrent dans une multitude de réseaux d'allégeances et d'interconnaissances qui rendent leur sortie de l'organisation plus difficile et renforcent leur loyauté au régime dans son ensemble. En outre, la complexité des trajectoires individuelles de ces cadres, qui changent régulièrement d'administration ou de localité, entraîne le développement de réseaux divers et segmentés, plutôt que de blocs factionnels unifiés qui pourraient s'organiser contre l'État-parti.

La Ligue des jeunesses communistes et les limites de l'approche factionnelle

¹⁵ Ces entretiens ont été conduits en chinois et traduits par **mes** soins, de même que les citations mobilisées dans cet article.

¹⁶ National Bureau of Statistics of China (<http://data.stats.gov.cn/english/>) (consulté le 13 septembre 2016).

¹⁷ De nombreuses études ont montré comment les relations interpersonnelles pouvaient être un outil de contournement des règles dans un système de planification étatique. A. G. Walder (ed.), *The Waning of the Communist State. Economic Origins of Political Decline in China and Hungary*, Berkeley, University of California Press, 1995 ; Gerald Easter, *Reconstructing the State: Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Jay Rowell, « Pratiques, frontières et usages de la "politique informelle" sous le socialisme d'État », dans Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 87-100.

La « force de réserve » du Parti

La LJC est la principale organisation de jeunesse du Parti communiste chinois. Fondée en 1922, sur le modèle de son équivalent soviétique, le Komsomol, elle est l'une des plus grandes organisations politiques du monde, et un allié déterminant du Parti depuis sa création. Avant 1949, la Ligue fut un instrument central dans la lutte du PCC pour accéder au pouvoir. Après la fondation de la République populaire de Chine, elle est devenue un outil de gouvernement ayant vocation à encadrer les activités des jeunes. Des comités de la LJC se trouvent désormais à chaque niveau de la hiérarchie du Parti-État et dans chaque structure qui accueillent des jeunes. Elle est particulièrement présente dans les écoles et les universités.

Officiellement désignée comme la « force de réserve » du Parti, la LJC a pour fonction de recruter non seulement les futurs membres du Parti, mais aussi les futurs cadres de l'État-parti, à des postes rémunérés¹⁸. La LJC recrute ses adhérents parmi les jeunes âgés de 14 à 28 ans, souvent au sein des institutions éducatives. Certains d'entre eux peuvent devenir membres du Parti dès leurs 18 ans. Être à la LJC implique peu d'obligations et le nombre d'adhérents est désormais tellement important que la signification de l'adhésion en termes de carrière politique est minime. La Ligue avait 87,5 millions d'adhérents en 2015¹⁹, ce qui correspond à environ un quart des jeunes Chinois de la tranche d'âge mentionnée. Par ailleurs, la LJC recrute et forme des cadres spécialisés dans la prise en charge de ces jeunes adhérents. Ces cadres sont rémunérés, peuvent avoir jusqu'à 45 ans, et continueront en général leur carrière dans les instances de l'État et du Parti. **Je me concentrerai** ici sur le recrutement et la formation de ces cadres.

Dès sa création, la LJC a été considérée comme un canal de promotion important pour les officiels du Parti. Selon Zheng Changzhong, entre 1922 et 2002, 22,76 % des membres du Comité central du PCC²⁰ avaient été cadres de la LJC à différents niveaux hiérarchiques²¹. Cela implique qu'ils n'ont pas seulement été à la Ligue, mais qu'ils ont été nommés en tant qu'officiels rémunérés au sein de l'organisation. Or c'est principalement après l'ère maoïste que ce rôle joué par la LJC a été mis en avant par les experts de la politique chinoise. Par souci de

¹⁸ « Charte du Parti communiste chinois », Congrès du PCC, 14 novembre 2012.

¹⁹ « Over 87 Mln Chinese Communist Youth League Members », *Xinhua*, 3 mai 2016. Le PCC, lui, comptait 88,75 millions de membres en 2015. « Chinese Communist Party's Membership Growth Slows », *Financial Times*, 30 juin 2016.

²⁰ Le Comité central du PCC est généralement constitué d'environ 200 membres titulaires et de 150 membres suppléants. Il s'agit officiellement de la plus haute autorité du Parti entre deux sessions plénières du Congrès du Parti qui se réunit tous les cinq ans.

²¹ Zheng Changzhong, « Organizational Capital and Political Party Survival – Analytical Perspective on the Political Function of the Chinese Communist Youth League » (*zuzhi ziben yu zhengdang yanxu - zhongguo gongqingtuan zhengzhi gongneng de yige kaocha shijiao*), thèse de doctorat en science politique, Université Fudan, 2005, p. 214.

préserver le régime et de promouvoir de jeunes soutiens face aux anciens cadres révolutionnaires, Deng Xiaoping a fait évoluer les critères de recrutement et de promotion et favorisé l'entrée de cadres jeunes et instruits. En 1980, il a lancé un appel en faveur des « quatre transformations » : le corps des cadres devait être modifié par la promotion d'individus à la fois « révolutionnaires, jeunes, instruits et ayant une spécialisation technique ». L'idée était d'attirer des individus à la fois « rouges » et « experts ». Dans le courant des années 1980, le PCC a imposé de nouveaux critères prenant en considération l'âge et la formation des cadres de l'État-parti²². Plusieurs travaux soulignent que les deux groupes de cadres qui ont le plus bénéficié de ces réformes organisationnelles étaient les « princes », c'est-à-dire les enfants des anciens chefs révolutionnaires, et les anciens dirigeants de la LJC²³.

La « faction de la Ligue »

Alors que l'organisation elle-même n'a pas fait l'objet de recherches récentes en langue occidentale, plusieurs chercheurs, en particulier Cheng Li et **Bo Zhiyue**, ont expliqué l'ascension des anciens cadres de la LJC sous l'angle de la politique factionnelle. Selon eux, les « princes » ont été confrontés à partir du début des années 2000 à une « faction de la Ligue » (*tuanpai*) de plus en plus puissante. Ils décrivent celle-ci comme un groupe constitué d'anciens officiels de la LJC et prétendument dirigé par Hu Jintao, l'ancien secrétaire général du PCC qui fut aussi secrétaire de la Ligue entre 1982 et 1985²⁴. C. Li décrit cette *tuanpai* comme un groupe de cadres de l'État-parti ayant eu auparavant des postes au sein de la LJC. D'après lui, ces cadres seraient pour la plupart issus des classes moyennes et auraient en commun un intérêt pour les politiques sociales, par opposition aux « princes », plutôt caractérisés par des visées élitistes²⁵. Dans la mesure où il n'existe pas de données précises concernant les origines familiales de tous les dirigeants de la LJC, cette affirmation est difficile à vérifier, d'autant que certains « princes » ont eu des postes élevés au sein de la LJC, tels Liu Yandong et Li Yuanchao.

De manière générale, cette littérature pékinologique²⁶ vaut pour les détails qu'elle apporte sur les relations personnelles supposées entre les dirigeants chinois. Elle reste toutefois essentiellement

²² Hong Yung Lee, *From Revolutionary Cadres to Party Technocrats in Socialist China*, Berkeley, University of California Press, 1991.

²³ *Ibid.* ; S. Balme, *Entre soi : l'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, op. cit.

²⁴ Z. Bo, *China's Elite Politics Political Transition and Power Balancing*, op. cit. ; Cheng Li, « The Chinese Communist Party: Recruiting and Controlling the New Elites », *Journal of Current Chinese Affairs*, 38 (3), 2009, p. 13-33.

²⁵ C. Li, « The Chinese Communist Party: Recruiting and Controlling the New Elites », art. cité.

²⁶ La pékinologie est, en référence à la kremlinologie, l'étude des faits et gestes des dirigeants chinois, et des luttes au sommet de la hiérarchie de l'État-parti.

spéculative. Dans le cas de la *tuanpai*, le manque de données ne permet pas de détailler les échanges qui ont lieu entre Hu Jintao et ses prétendus partisans. Aucun élément ne permet d'établir dans quelle mesure il aurait utilisé la LJC comme une arme factionnelle afin de prendre le pouvoir ni de quelle manière il aurait aidé les membres de cette faction à obtenir une promotion. De plus, il apparaît problématique de se fonder uniquement sur une identité de groupe, qu'elle soit familiale ou organisationnelle, pour expliquer des choix politiques. Pourquoi les « princes », de leur côté, et les anciens cadres de la LJC, du leur, auraient-ils nécessairement des intérêts en commun ? Seule une étude portant sur l'organisation elle-même, sur l'expérience de ses cadres et sur leurs trajectoires professionnelles peut permettre de comprendre les mécanismes en jeu.

À cet égard, les articles publiés par Kou Chien-Wen sur la fonction de mobilité politique de la LJC font figure d'exception car ils se concentrent sur l'organisation elle-même²⁷. Pour Kou, deux facteurs concomitants, l'un factionnel, l'autre organisationnel, expliquent l'ascension politique des anciens cadres de la LJC. En tant que force de réserve du PCC, la Ligue fournit du sang neuf de manière continue à l'État-parti, et ses cadres sont potentiellement inclus dans la *tuanpai*. L'argument de Kou peut alors se comprendre comme une illustration de la proposition de Nathan selon laquelle les factions se développent à la manière d'une treille sur les organisations : un réseau factionnel peut s'agripper à une organisation, ou en émerger, et se développer en s'appuyant sur les moyens de communication internes à l'organisation et sur sa structure hiérarchique²⁸.

Cette configuration en treille suppose une certaine autonomie de l'organisation, et donc de la faction, en matière de recrutement et de promotion de ses cadres. Or, les comités du Parti ayant, à chaque échelon territorial (central, provincial, municipal, cantonal et villageois), leurs équivalents au sein de la LJC, les dirigeants de celle-ci sont sélectionnés par les dirigeants du Parti à chaque niveau de la hiérarchie, du local au national. Par exemple, au niveau provincial, les membres du secrétariat de la LJC sont sélectionnés par le Comité provincial du PCC. Les niveaux supérieurs de la LJC, dans ce cas le niveau central, n'ont qu'un rôle de supervision sur le travail des échelons inférieurs et aucun pouvoir direct sur le recrutement et la promotion des dirigeants. D'après mes entretiens, les niveaux supérieurs de la LJC ne peuvent influencer la carrière des cadres des niveaux inférieurs que *via* les évaluations qu'ils transmettent au comité du

²⁷ Chien-Wen Kou, « The Rise of Youth League Affiliates and Their Paths to the Top », dans Chien-Wen Kou, Xiaowei Zang (eds), *Choosing China's Leaders*, Londres, Routledge, 2014, p. 142-164 ; Chien-Wen Kou, Wen-Hsuan Tsai, « "Sprinting with Small Steps" towards Promotion: Solutions for the Age Dilemma in the CCP Cadre Appointment System », *The China Journal*, 71 (1), 2014, p. 153-171.

²⁸ A. J. Nathan, « A Factionalism Model for CCP Politics », art. cité.

Parti. Dans cette configuration, si un comité local de la LJC doit choisir entre des ordres contradictoires venant du comité du Parti local et du comité de la LJC du niveau supérieur, il suivra les directives du Parti. Les cadres de la LJC sont inclus dans le système de ressources humaines du Parti et l'organisation de jeunesse ne peut être considérée comme une voie autonome de recrutement. Ce manque d'autonomie empêche le développement d'une faction autonome émergeant de l'organisation.

De manière générale, **l'approche factionnelle de la politique chinoise tend** à sous-estimer le poids des règles organisationnelles et, en particulier, le manque d'autonomie de la LJC ainsi que le caractère décentralisé de l'État-parti.

La partialité comme fondement organisationnel

À chaque échelon hiérarchique, c'est le secrétaire du Parti qui a le dernier mot pour les questions de recrutement et de promotion, y compris des dirigeants de la LJC au niveau correspondant. Il peut alors nommer et promouvoir des cadres qui lui sont proches et qu'il veut favoriser. Ces critères subjectifs sont d'autant plus importants dans le cas de la LJC que ses cadres peuvent difficilement être évalués selon des critères techniques. Si un système de gestion et d'évaluation des cadres de l'État-parti a été progressivement institutionnalisé depuis les années 1980, les critères sont bien moins stricts et techniques pour les cadres de la LJC²⁹. Ces derniers sont évalués sur la base des activités qu'ils organisent mais sans qu'aucun outil n'ait été mis en place pour quantifier les effets de ces activités. Face au manque d'objectifs de performance clairs, les cadres de la LJC doivent principalement répondre aux attentes subjectives de leurs supérieurs et les convaincre de la qualité de leur travail. En entretien, ils soulignent que la manière de présenter leur travail à leur supérieur, tant à l'oral qu'à l'écrit, est souvent plus importante que le contenu même de leur présentation. Ils doivent travailler leur « éloquence » et leur « charisme personnel », atouts fondamentaux pour convaincre leurs supérieurs de la qualité de leur travail, renforcer leur position auprès de lui et assurer leur promotion future.

Organiser des activités massives et visibles est une manière, parmi d'autres, de se faire remarquer par le secrétaire du Parti. L'opération « Jeunes Volontaires », lancée en 1993 et toujours en cours, illustre bien ce phénomène. Portée par Li Keqiang, alors premier secrétaire de la LJC, cette campagne visait, sur le modèle pratiqué par les ONG occidentales, à recruter un

²⁹ Les dirigeants locaux de l'État-parti sont évalués en fonction de leurs performances de travail. Celles du secrétaire du Parti d'une province sont notamment mesurées à l'aune du taux de croissance du PIB de la province en question. Pour davantage de détails sur l'évaluation des cadres locaux, voir Kjeld Erik Brødsgaard, « Cadre and Personnel Management in the CPC », *China: An International Journal*, 10 (2), 2012, p. 69-83.

grand nombre de jeunes à différents niveaux de l'organisation et à les orienter vers divers projets sociaux, éducatifs ou environnementaux de long terme. Aujourd'hui, elle est **largement** présentée par les cadres de la LJC comme une réussite qui aurait favorisé la nomination de Li Keqiang au poste de Premier ministre de la République populaire chinoise qu'il occupe depuis mars 2013. Des volontaires sont également recrutés par la LJC pour des événements ponctuels : en 2008, ils étaient ainsi 1,7 million à prendre part à l'organisation des Jeux olympiques de Pékin. Au total, entre 2001 et 2013, 40 millions de volontaires ont été recrutés par la LJC³⁰.

Les comités locaux de la LJC ne sont pas en reste. Lors de **mon** enquête de terrain, la Ligue de la ville de Nankin, capitale de la riche région du Jiangsu, était en train d'organiser les jeux olympiques de la jeunesse pour l'année 2015 et avait pour cela recruté 20 000 volontaires. Le comité de la Ligue de la province du Guizhou, lui, a lancé en 2004 le projet « Chunhui » (expression faisant référence à l'amour des parents pour leurs enfants) destiné à favoriser le développement des régions rurales de cette province pauvre du centre de la Chine. La LJC met en lien les autorités locales et des fondations caritatives, ou organise des campagnes de volontariat pour des programmes de développement au niveau des villages³¹. Les secrétaires de la LJC de Nankin et du Guizhou communiquent régulièrement sur ces projets auprès de leurs supérieurs ou *via* les médias locaux pour mettre en avant leur travail.

En entretien, les cadres de la Ligue insistent sur le fait que leur organisation a « peu de pouvoir et peu de ressources », mais qu'ils doivent malgré tout mettre en place des activités susceptibles de les faire remarquer. Au niveau du canton, par exemple, le budget annuel d'un comité de la Ligue dépasse rarement les 50 000 RMB (autour de 6 400 euros). Cela permet tout juste de couvrir les dépenses quotidiennes et notamment les salaires d'un ou deux cadres à temps plein. Le secrétaire du comité doit donc trouver des financements extérieurs, provenant d'administrations de l'État-parti ou de compagnies publiques ou privées, pour financer ses projets et en faire la publicité.

Le mode d'évaluation des cadres de la LJC fait finalement écho à ce que Walder décrit dans le cas de l'évaluation des ouvriers dans la Chine maoïste : ils doivent comprendre clairement les attentes de leurs supérieurs afin de faire bonne impression en « manifestant » leur docilité et leur zèle³². La manière dont est organisé le système de promotion mène de fait à un système clientéliste avec, à sa tête, le secrétaire du Parti qui fournit faveurs et avancements de carrière en

³⁰ « Report on the 20 Years of the China Young Volunteers Operation » (*Zhongguo qingnian zhiyuanzhe xingdong 20 nian baogao*), *China Youth Daily*, 5 décembre 2013.

³¹ Beijing Communist Youth League Committee (*Gongqingtuan Beijing shi weiyuanhui*), *Records and Documents of Beijing's Youth Organizations (Beijing Qingnian Zuzhi Zhiwengao)*, Pékin, Beijing Press, 2007, p. 264-276.

³² A. G. Walder, *Communist Neo-Traditionalism: Work and Authority in Chinese Industry*, Berkeley, University of California Press, 1986, p. 134-160.

échange d'une loyauté personnelle et d'éventuels services³³. À chaque niveau hiérarchique, le secrétaire détermine qui, par son comportement, manifeste le mieux son engagement au service de l'État-parti, et le récompense. Dans une situation où les attentes idéologiques sont mouvantes et fondamentalement liées à l'autorité du Parti, incarnée par son secrétaire, la partialité de ce dernier et la relation clientéliste qu'il développe avec ses subordonnés sont le fondement du système³⁴, par opposition au prérequis d'impartialité lié théoriquement au fonctionnement bureaucratique³⁵.

Ce lien hiérarchique personnalisé se reflète également dans les relations de travail quotidiennes. Lors de dîners avec des officiels, j'ai pu observer, par exemple, que la hiérarchie s'affirme à travers le placement des convives à table, placement qui détermine un type d'interactions particulier. Les cadres les plus jeunes, dont le statut est le moins élevé, s'assoient le plus loin du cadre dirigeant et interagissent peu avec lui de façon directe. Ils lui adressent la parole principalement pour porter un toast en son honneur. En revanche, ses subordonnés directs sont assis juste à côté de lui, qu'il soit du Parti ou de la LJC. Cette assignation à une place déterminée marque leur lien direct avec le dirigeant mais aussi leur soumission à son égard, car ils doivent en permanence s'occuper de lui, soit en remplissant son verre ou en allumant ses cigarettes... Dans ce type de configuration, l'utilisation du jargon bureaucratique est aussi un signe de positionnement hiérarchique. Les cadres de haut rang sont souvent ceux qui prennent le plus de liberté avec les expressions et slogans officiels. Mon étude de terrain s'est déroulée durant la campagne intitulée « Ligne de masse », lancée en 2013, qui avait pour but de rapprocher les cadres des masses populaires, en s'attaquant à quatre comportements : « le formalisme, le bureaucratisme, l'hédonisme et l'extravagance ». Cette campagne visait à réduire largement les dépenses étatiques, notamment celles qui touchent aux frais de cérémonies. Au cours de dîners auxquels j'ai assisté, il est arrivé que des cadres supérieurs de la LJC tournent en dérision le discours officiel, en déclarant que **la campagne en question** n'avait pas grand-chose à voir avec les « masses populaires », remarques qui pouvaient être perçues comme peu orthodoxes et que leurs subordonnés ne se seraient jamais permises. En prenant ainsi leurs distances avec le jargon officiel, les dirigeants de la LJC signifiaient leur place dans la hiérarchie organisationnelle et leur rôle comme futurs dirigeants de l'État-parti.

³³ La relation de clientèle est comprise comme un « rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté, qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales ». Jean-François Médard, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, 26 (1), 1976, p. 103.

³⁴ A. G. Walder, *Communist Neo-Traditionalism: Work and Authority in Chinese Industry*, *op. cit.*, p. 124.

³⁵ C. H. Lande, « Introduction », *cit.*, p. XXII.

Si la position des cadres de la LJC reflète le fonctionnement clientéliste du système politique chinois dans son ensemble, la relation qu'ils développent avec le secrétaire du Parti est d'autant plus forte que leur évaluation et leur nomination reposent largement sur la subjectivité de ce dernier. De plus, la LJC étant officiellement reconnue comme la « force de réserve » du Parti, ses cadres sont perçus comme des dirigeants potentiels du Parti. Au niveau local, le secrétaire de la LJC rencontre chaque semaine le secrétaire du PCC qui peut ainsi le tester et le surveiller. La position unique du secrétaire de la LJC, à la fois dirigeant en devenir et proche du secrétaire du PCC, fait que ce poste est particulièrement prisé parmi les jeunes cadres qui pensent l'utiliser comme un tremplin professionnel au sein du système rigide des ressources humaines de l'État-parti, qui limite les carrières fulgurantes en imposant des promotions ordonnées et progressives³⁶.

La Ligue comme tremplin politique

Les cadres de la LJC sont généralement promus à un plus jeune âge et plus rapidement au sein de la hiérarchie de l'État-parti que leurs collègues faisant carrière dans la bureaucratie du Parti ou de l'État. Sur les 106 secrétaires de la LJC de niveau provincial qui ont été en poste entre 2011 et 2015, 92 ont été promus juste après la LJC à un poste de direction au sein de l'État-parti dans la même province. En général, ils deviennent secrétaires adjoints du comité du Parti d'une ville, poste déjà élevé dans la hiérarchie pour des éléments qui ont, pour la plupart, moins de 40 ans. Les 14 autres ont été promus à des postes plus spécialisés au sein de différentes administrations de l'État ou du Parti, telles que le département de la Propagande ou le ministère du Commerce³⁷. La LJC fournit donc au Parti un contingent important de futurs cadres dirigeants : en mars 2015, 45 % des dirigeants provinciaux de l'État-parti (secrétaires du Parti et gouverneurs de l'administration étatique) avaient eu une expérience préalable en tant que cadres de la LJC³⁸.

Les postes de secrétaire de la Ligue sont très prisés. En nommant une personne à cette fonction, que ce soit au niveau local ou central, le secrétaire du Parti instaure une relation de dépendance à son égard mais fournit aussi à cette personne une position privilégiée. Les dirigeants du Parti nomment de préférence les cadres qu'ils ont remarqués ou avec lesquels ils veulent développer des relations de clientèle. Ainsi, à chaque niveau hiérarchique, du local au central, chaque

³⁶ C.-W. Kou, W.-H. Tsai, « “Sprinting with Small Steps” towards Promotion: Solutions for the Age Dilemma in the CCP Cadre Appointment System », art. cité.

³⁷ Notons par ailleurs que cette voie d'ascension rapide concerne principalement des hommes qui ont un niveau d'instruction élevé. Au total, dans les trois régions sur lesquelles mon terrain a porté (Pékin, le Jiangsu et le Guizhou), entre 1978 et 2015, seuls 24 % des secrétaires de la LJC étaient des femmes et tous avaient un diplôme universitaire.

³⁸ Cette analyse est fondée sur les curriculum vitae officiels des cadres qui sont accessibles sur *Xinhua.cn*.

secrétaire du Parti peut utiliser la LJC comme un moyen de promouvoir de jeunes cadres qui lui sont liés, et ainsi développer son propre réseau au sein de l'État-parti.

Il convient toutefois de garder en mémoire que l'accession à un poste de dirigeant de la LJC n'est qu'une étape parmi d'autres dans la carrière d'un cadre et que, si ce dernier développe un lien fort avec le secrétaire du Parti correspondant, cette relation n'en est qu'une parmi d'autres possibles. La complexité des carrières des cadres et les multiples relations d'allégeance qu'ils développent doivent être prises en compte pour comprendre la nature des réseaux interpersonnels qui structurent l'État-parti chinois.

L'État-parti comme réseau de réseaux

Des trajectoires politiques complexes

La carrière de Yang Yue, actuellement vice-gouverneur de la province du Jiangsu, est une bonne illustration du parcours suivi par les cadres dirigeants de la LJC³⁹.

Né en 1968 dans la province du Liaoning au nord-est de la Chine, Yang Yue devient membre de la LJC à 14 ans puis membre du PCC à 18 ans, lors de sa dernière année de lycée. Il entre en 1986 à l'université Tsinghua, la plus prestigieuse de Chine, où il suit une formation d'ingénieur tout en travaillant bénévolement comme « cadre étudiant », notamment à l'organisation d'activités extra-scolaires, au sein du syndicat étudiant de l'université directement contrôlé par la LJC. Lors de sa dernière année de licence, il est nommé président du syndicat étudiant. Certes, cette promotion est l'aboutissement de son implication dans l'organisation, mais elle démontre également qu'il a su développer des liens avec les cadres de la LJC à l'université et notamment avec le secrétaire de l'époque, Chen Xi, qui sélectionnait alors les candidats. Son implication dans l'organisation étudiante lui permet d'être engagé, une fois son diplôme obtenu, comme cadre en charge de la supervision des étudiants. Là encore, il assume cette responsabilité tout en préparant son doctorat. Une fois celui-ci terminé, il devient secrétaire du comité de la LJC de l'université Tsinghua, poste important car proche des dirigeants de l'université et situé à un rang déjà élevé dans la hiérarchie de l'État-parti (qui intègre tous les emplois publics, y compris à l'université), puisqu'il équivaut à celui de dirigeant au niveau cantonal. Cette promotion est facilitée par la nomination de Chen Xi, quelques années plus tôt, au poste de secrétaire adjoint du Parti de l'université. Yang Yue, qui n'a **alors** pas encore 30 ans, est déjà considéré au sein de

³⁹ Le curriculum vitae de Yang Yue est accessible sur http://www.chinavita.com/biography/Yang_Yue/career (consulté le 16 septembre 2017).

l'université comme un jeune homme ambitieux et talentueux, dont la carrière politique est toute tracée.

Mettant à profit son expérience au sein de la LJC, il quitte l'université pour devenir secrétaire adjoint du parti d'un district de la ville de Pékin, un poste à hautes responsabilités. Il devient ensuite secrétaire de la LJC au niveau central, puis membre du comité permanent du Parti dans la province côtière du Fujian en 2008. À moins de 40 ans, il est le plus jeune cadre de ce rang à l'échelle nationale. Il monte ensuite les échelons au sein de l'administration provinciale, puis change de province et devient vice-gouverneur du Jiangsu en 2016. D'après mes entretiens, son mentor de l'époque universitaire, Chen Xi, l'aurait aidé dans cette ascension, d'autant qu'il est lui-même devenu en 2013 directeur adjoint du Département de l'organisation, le bureau du Parti en charge de gérer les nominations et les promotions⁴⁰.

La trajectoire de Yang Yue illustre bien la multiplicité des liens personnels créés tout au long d'une carrière, des organisations de jeunesse aux administrations de l'État et du Parti. Outre les liens de clientèle avec Chen Xi, Yang Yue aurait entretenu des relations privilégiées avec Hu Jintao qui, en qualité de secrétaire général du Parti, l'a nommé au secrétariat central de la LJC en 2001, ainsi qu'avec Sun Chunlan, qui était sa supérieure au Fujian entre 2009 et 2012. Ces liens de clientèle ne sont donc pas exclusifs et se maintiennent dans la durée. Au fil de leur carrière, les cadres peuvent combiner des positions de patrons et de clients. Alors qu'il était encore à l'université Tsinghua, Yang Yue a profité de son poste de secrétaire de la LJC pour développer à son tour son réseau de clientèle. Il a notamment nommé l'étudiante Shen Yue présidente du syndicat étudiant en 2000. Originnaire de la même province que Yang Yue, celle-ci a poursuivi une carrière similaire en devenant cadre au sein de l'université, puis dirigeante locale dans un district de Pékin, dix ans après Yang.

Au vu des trajectoires que j'ai analysées au cours de ma recherche, celle de Yang Yue est proche de l'idéal-type d'une carrière réussie. Toutefois, elle reste un exemple parmi d'autres et chaque parcours est original. À chaque étape, les cadres de la LJC font des choix parmi les options qui leur sont accessibles, et orientent ainsi leur trajectoire future. Certains sont moins engagés à l'université et ne peuvent s'appuyer sur une expérience de cadre étudiant pour accélérer leur carrière. Plutôt que de devenir cadre au sein de l'administration de l'université, ils commencent leur carrière aussitôt après leurs études en bas de la hiérarchie d'un comité local de la LJC, d'une administration locale ou d'une entreprise d'État, pour ensuite monter dans les rangs. Ils n'auront pas forcément l'occasion de suivre des études de doctorat, mais iront souvent jusqu'au master.

⁴⁰ Le curriculum vitae de Chen Xi est accessible sur http://www.chinavitae.com/biography/Chen_Xi/career (consulté le 17 septembre 2017).

Leurs origines sociales peuvent également être variées, mais il est difficile d'étudier cet élément de façon systématique. Les informations accessibles sur ce point sont rares, et les interviewés évitent en général de donner en entretien des informations précises sur ce qui est, pour eux, un sujet sensible. Enfin, les trajectoires politiques peuvent tourner court, du fait d'un choix personnel ou parce que leurs supérieurs doutent de l'engagement des candidats.

La trajectoire de Yang Yue révèle aussi le caractère progressif et séquentiel des carrières de cadres : ils sont promus étape par étape, leur âge étant déterminant dans leur progression, et doivent régulièrement changer d'administration ou de localité, selon des règles d'évitement qui visent à empêcher la formation de cliques locales⁴¹. Le caractère séquentiel des carrières ainsi que la nature décentralisée du système politique mènent ainsi à des trajectoires multiformes. Grâce aux multiples positions qu'ils occupent ou ont occupées, les cadres développent un réseau personnel diversifié, qui s'appuie sur leurs liens avec les nombreux cadres qui sont ou ont été leurs collègues directs ou leurs supérieurs hiérarchiques. Il est toutefois utile de prendre également en compte les liens plus faibles qu'ils développent tout au long de leur parcours, afin de comprendre la matrice de réseaux d'interconnaissance qui constitue l'État-parti chinois.

Liens forts et liens faibles au sein de l'État-parti

J'ai souligné que, dans le système décentralisé de l'État-parti, les relations hiérarchiques entre les comités de la LJC sont faibles, à la différence de celles qui lient les dirigeants de la LJC à ceux du Parti à chaque échelon administratif. Ce constat renvoie à la séparation proposée par David Knoke entre « réseaux d'influence », composés d'acteurs aux statuts relativement égaux s'échangeant des informations, et « réseaux de domination », fondés sur des relations clientélistes entre acteurs hiérarchiquement inégaux⁴². Si les relations de domination constituent des liens plus forts pouvant influencer fondamentalement les carrières individuelles, les relations d'influence peuvent aussi se révéler importantes professionnellement, notamment parce qu'elles donnent accès à des informations confidentielles. Cette logique fait écho aux travaux mettant en avant l'importance des liens faibles et distants dans la recherche d'un emploi⁴³.

⁴¹ Sur ces différentes règles organisationnelles, voir C.-W. Kou, W.-H. Tsai, « “Sprinting with Small Steps” towards Promotion: Solutions for the Age Dilemma in the CCP Cadre Appointment System », art. cité.

⁴² David Knoke, *Political Networks : The Structural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 5.

⁴³ Mark S Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973, p. 1371.

À différents échelons, les cadres de la LJC peuvent développer entre eux ce type de liens d'influence, notamment à l'occasion de réunions de travail⁴⁴, ou de formations qu'ils suivent ensemble. Celles-ci sont organisées pour différents niveaux hiérarchiques, généralement au sein des écoles du Parti ou de la LJC, et chaque cadre y prend part tous les deux ou trois ans. Durant ces sessions, qui durent de plusieurs jours à plusieurs mois, les cadres logent dans des dortoirs, ne rentrent chez eux que le week-end et passent la grande majorité de leur temps ensemble, en cours et en activités de groupes. Différents cadres de la LJC que j'ai interviewés ont insisté sur l'importance de ces formations dans le développement non seulement de leurs réseaux personnels mais aussi d'un sentiment d'appartenance à une même organisation, en l'occurrence la LJC. Il ressort de **mes** entretiens que ces liens, précieux notamment pour se tenir informé des opportunités professionnelles, sont souvent maintenus sur la longue durée, à l'occasion de dîners annuels réunissant les membres d'un même groupe de formation ou sur les réseaux sociaux. En plus des liens forts établis à travers la hiérarchie organisationnelle, ces liens faibles liant les cadres entre eux peuvent influencer sur leur carrière et donc sur la structuration de leurs trajectoires au sein de l'État-parti.

Au-delà du cas des cadres de la Ligue, différentes études sur les écoles du Parti ont montré que les formations qu'elles organisent sont des lieux de sociabilité importants⁴⁵. Citant un interviewé, Émilie Tran constate que le souhait secret de tout cadre au sein de l'école du Parti est de se retrouver dans le même groupe que des cadres qu'il pourrait lui être utile de connaître pour la suite de son parcours⁴⁶.

À la lumière de cette analyse, il apparaît que les relations d'influence développées par les cadres de la LJC entre eux peuvent être comprises non comme une faction unifiée autour d'une hiérarchie et d'intérêts communs mais comme des réseaux proches de ce qui a été décrit dans le cas des grands corps de l'État français. Lorsqu'ils sont recrutés au sein d'un corps, l'Inspection générale des Finances ou le Conseil d'État par exemple, les diplômés de l'ENA ou de Polytechnique entrent dans un réseau spécifique, et ils en restent membres même lorsqu'ils cessent de travailler pour l'administration à laquelle est lié le corps auquel ils appartiennent⁴⁷.

⁴⁴ Au niveau d'une province, les cadres dirigeants des comités de la LJC des différentes villes, principales institutions éducatives, ou encore entreprises d'État, se rencontrent au moins une fois par an pour la session plénière du comité de la LJC de la province.

⁴⁵ David Shambaugh, « Training China's Political Elite: The Party School System », *The China Quarterly*, 196, 2008, p. 827-844 ; Émilie Tran, « École du Parti et formation des élites dirigeantes en Chine », *Cahiers internationaux de sociologie*, 122 (1), 2007, p. 123-144.

⁴⁶ É. Tran, « École du Parti et formation des élites dirigeantes en Chine », art. cité, p. 137.

⁴⁷ Ezra N. Suleiman, *Elites in French Society: The Politics of Survival*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 101-125.

Comme les cadres de la LJC, ils peuvent avoir des carrières variées qui impliquent des hiérarchies différentes. Toutefois, ils partagent un intérêt commun pour la réputation du corps lui-même. La hiérarchie de celui-ci suit les carrières de ses membres et éventuellement peut les aiguiller vers des postes perçus comme plus intéressants pour la réputation du corps, sans pour autant avoir de pouvoir hiérarchique sur eux⁴⁸.

Les cadres de la LJC ne constituent pas un réseau aussi structuré. Je n'ai trouvé aucune indication susceptible de prouver que l'organisation centrale surveille de manière précise où sont transférés les cadres de la LJC. Toutefois, **J'ai remarqué lors de mes** entretiens que ceux-ci sont généralement au courant des transferts des dirigeants de l'organisation, et les interprètent comme des indicateurs de la réputation de l'organisation, qu'ils ont dès lors intérêt à maintenir. De plus, comme dans le cas des grands corps de l'État français, les membres de la LJC ne se connaissent pas tous, mais ils peuvent être amenés, au nom de la réputation du réseau, à s'entraider à différentes étapes de leur carrière. Dans les deux cas, ces liens personnels sont d'autant plus importants qu'ils sont développés tôt dans la carrière et peuvent potentiellement rester accessibles sur le long terme.

La combinaison des relations de domination que les cadres issus de la LJC entretiennent avec leurs supérieurs hiérarchiques successifs et des relations d'influence entre cadres de la LJC illustre la complexité de la matrice de réseaux qui lient entre eux les cadres de l'État-parti. Un cadre entretient une diversité d'allégeances personnelles, qui peuvent être notamment liées à sa région d'origine et à sa famille, à ses réseaux créés à l'université, et à ceux formés tout au long de sa carrière politique. Cette matrice faite de liens de différents types, non exclusifs, à la fois horizontaux et verticaux, et qui dépassent les clivages organisationnels, structure l'appartenance des cadres à l'État-parti. Le caractère unique de chaque réseau individuel, lié aux trajectoires elles aussi uniques des différents cadres qui constituent l'organisation, contraste avec la vision d'un État-parti constitué de sous-groupes institués et structurés autour d'intérêts communs. S'ils sont imbriqués, ces réseaux personnels ne se superposent jamais entièrement, et les cadres sont toujours liés à une diversité d'allégeances personnelles. Il en résulte qu'ils ne sont pas intégrés dans des groupes clairement structurés, comme par exemple des unités militaires qui pourraient se développer de manière autonome et s'organiser contre le groupe plus large dont elles dépendent⁴⁹. Au contraire, les individus connectés ont finalement comme intérêt commun leur propre carrière au sein de l'État-parti. Alors qu'ils ont probablement des objectifs concurrents, ils

⁴⁸ *Ibid.*, p. 176-197.

⁴⁹ Peter S. Bearman, « Desertion as Localism: Army Unit Solidarity and Group Norms in the U.S. Civil War », *Social Forces*, 70 (2), 1991, p. 321.

ont tous le souci du maintien du système qui garantit leur position. La loyauté à son propre réseau et à sa propre carrière fonde donc une loyauté personnelle à l'État-parti. Ainsi, comme l'ont mis en avant Frédéric Sawicki et Bruno Duriez à travers l'exemple des syndicats en France, plus les relations au sein d'une organisation sont denses et diverses, plus l'attachement personnel à celle-ci tend à être important⁵⁰. Et la sortie de l'organisation devient d'autant plus coûteuse qu'elle implique la perte du réseau personnel qui lui est lié.

L'analyse détaillée de la matrice de réseaux personnels qui constituent l'État-parti chinois permet de mettre en avant son originalité par rapport à d'autres États-partis communistes, notamment en URSS. Gerald Easter montre que, sous Brejnev en particulier, la cohésion des élites fut remise en question par une évolution des carrières politiques impliquant moins de mouvements et d'échanges au sein de l'administration, que ce soit sur un plan horizontal ou vertical. Les liens personnels transversaux devinrent plus rares, surtout les liens personnels d'influence horizontaux. Les élites locales s'ancrèrent alors dans des groupes particularistes locaux, et se détachèrent de l'État-parti dans son ensemble⁵¹.

Cette étude sur les cadres issus de la Ligue des jeunesses communistes permet de mettre en avant l'importance des réseaux personnels développés par les cadres de l'État-parti chinois tout au long de leur carrière. Toutefois, la complexité des réseaux personnels composés de liens forts, créés *via* la hiérarchie organisationnelle, et de liens plus faibles et horizontaux doit être prise en compte pour comprendre la structuration des trajectoires, loin de toute étiquette de groupe ou de faction. La multiplicité des allégeances personnelles révèle le caractère matriciel de l'État-parti chinois, qui est structuré comme un réseau constitué lui-même d'une multitude de réseaux personnels. Cela est lié, d'une part, au caractère décentralisé de l'État-parti et fait écho à ce qui a été décrit dans le cas d'autres organisations partisans décentralisées⁵², d'autre part, au système massif et englobant des ressources humaines, caractéristique des régimes communistes, qui unifie cette multitude de réseaux. Enfin, l'importance des relations personnelles dans les

⁵⁰ Frédéric Sawicki, Bruno Duriez, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, 16 (63), 2003, p. 17-51.

⁵¹ G. Easter, *Reconstructing the State: Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, *op. cit.*, p. 170.

⁵² F. Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997 ; Élise Massicard, « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, 92 (4), 2010, p. 53-75.

carrières politiques est due au caractère clientéliste de la hiérarchie de l'État-parti. Le lien clientéliste ne concerne pas un dirigeant ou un groupe particulier, mais fait partie intégrante de la structure de l'État et chaque dirigeant, local ou national, peut se servir de son poste et des prérogatives qui y sont attachées pour développer sa clientèle personnelle. Ces éléments fondent la spécificité de l'État-parti chinois, notamment en comparaison de régimes autoritaires personalistes⁵³, ou d'autres régimes communistes comme le révèle l'absence de tels réseaux transversaux dans l'URSS de l'ère Brejnev⁵⁴.

Jérôme Doyon est docteur en science politique de Sciences Po Paris et de Columbia University, et *Departmental Lecturer* à la School of Interdisciplinary Area Studies de l'University d'Oxford. Ses recherches portent sur l'évolution de l'État-parti chinois, le renouvellement des élites politiques et la gestion des minorités ethniques et religieuses. Dans sa thèse, il a analysé les mécanismes mis en place par le Parti communiste chinois pour renouveler ses élites et maintenir la cohésion de ses cadres, et en particulier le rôle joué par les organisations de jeunesse du Parti. Il a publié *Négocier la place de l'islam chinois : les associations islamiques à Nankin sous l'ère des réformes* (Paris, L'Harmattan, 2014).

⁵³ Sur les régimes personalistes du Maghreb, voir notamment Michel Camau, Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

⁵⁴ G. Easter, *Reconstructing the State: Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, *op. cit.*, p. 170.